Cahier de doléances du Tiers État de Rhodes (Moselle)

Doléances, plaintes, dires, instructions et pouvoirs donnés par les habitants de la communauté de Rhodes aux deux députés Jean Mirgon, syndic, et Jean Grisse, fermier de Sainte-Croix, envoyés à l'assemblée des trois États de Vic aux fins de députer aux États généraux

Art. 1. Demander que la religion catholique soit la seule publiquement professée en France, que jamais il ne soit permis aux non-catholiques d'avoir des temples ni ministres ;

Art. 2. Que la justice soit rendue plus exactement, plus promptement et d'une manière bien moins coûteuse ; que les temps des jugements définitifs soient fixés, et proportionnés aux affaires ; qu'il soit défendu aux parlements, bailliages, et autres sièges de jamais prolonger au-delà ;

Art. 3. Que les deux premiers Ordres de l'État, le Clergé et la Noblesse, aident au Tiers à supporter le fardeau énorme sous lequel il est seul accablé depuis si longtemps, en contribuant également, et sans distinction ni privilège, à toutes les impositions et charges de l'État ;

Art. 4. Que la majeure partie des impositions soit assise sur tous les objets de luxe et de vanité, et qu'on en décharge les choses de première nécessité ;

Art. 5. Qu'on fasse un règlement sévère pour arrêter les friponneries des Juifs ; qu'on mette un frein à leur rapacité et à leur usure : ce sont des sangsues qui épuisent et ruinent totalement les peuples et les campagnes ;

Art. 6. Que les barrières soient reculées aux extrémités du royaume ;

Art. 7. Que les droits de péages et d'acquits, si préjudiciables au commerce, soient abolis ;

Art. 8. Que le sel, objet de première nécessité, soit diminué, de manière que les habitants des campagnes puissent en donner aux bestiaux, pour suppléer au peu de foin, d'ailleurs de très mauvaise qualité dans bien des cantons du royaume, surtout dans cette partie de la province, dont les terres d'ailleurs passables sont de peu de rapport faute de bons fourrages ;

Art. 9. Qu'il soit remédié incessamment à l'immense consommation de bois faite par les salines de Dieuze, Château-Salins et Moyenvic, qui priveront dans peu toute la province de bois de chauffage : il est temps d'y songer et d'y mettre un ordre invariable. Pour y parvenir, il faut défendre aux salines de vendre du sel à l'étranger, et de n'en fabriquer que pour l'intérieur. Il est bien dur à des concitoyens de payer plus cher que les étrangers un sel produit dans le sein de leur patrie ;

Art. 10. Que toutes charges d'huissiers-priseurs qui n'ont été établies que pour la ruine des peuples et des campagnes, soient à jamais supprimées ;

Art. 11. Que chaque paroisse ait un terrier, afin d'assurer les possessions aux propriétaires et de pouvoir asseoir plus facilement et plus également les impositions ;

Art. 12. Que les marques de fers et de cuirs, qui ont tant de fois excité les cris et les gémissements des peuples, soient à jamais abolies ;

Art. 13. Qu'on supprime les chasses, ou qu'au moins on établisse des règlements si sévères, et si strictement exécutés, que jamais le laboureur ne soit frustré du fruit de ses sueurs et de ses travaux : il est bien dur à un pauvre fermier d'être forcé à faire garder à grands frais des champs qu'il a eu tant de peine de cultiver et d'ensemencer ; que lui reste-t-il après avoir payé son maître et la dîme ? à peine de quoi exister. Encore, faut-il se résoudre à se le voir arracher ou abîmer par le gibier qui inonde les campagnes, gibier que, loin de pouvoir attaquer et chasser, il ose à peine regarder, et qui cependant n'existe que pour le luxe des grands et pour le malheur des peuples des campagnes ;

Art. 14. Que la mendicité soit à jamais supprimée dans tout le royaume ; que chaque paroisse soit chargée de ses pauvres, surtout des pauvres malades, et que, pour y subvenir, tout propriétaire présent ou absent soit cotisé au prorata de ses possessions et revenus locaux ; car, de quelle utilité sont aux paroisses tant de grands et de nombreux propriétaires qui tirent tout le fruit des travaux et des sueurs des pauvres fermiers, pour les prodiguer au loin dans le luxe et la vanité, et qui leur laissent à peine de quoi à exister eux-mêmes ? Tous les fruits et revenus sortent des paroisses, et toutes les charges leur restent ;

Art. 15. Que toute banalité soit abolie ; qu'il soit remédié, si faire se peut, à l'éloignement des moulins, qui fait un tort immense à bien des cantons du royaume ; qu'il soit établi une police plus exacte et plus sévère pour les meuniers, et qu'il soit veillé à l'exactitude de son exécution. Cet objet mérite attention, vu la cherté ordinaire des denrées : le transport de ces denrées à des moulins éloignés, la rançon des meuniers et la perte de temps absorbent un huitième ;

Art. 16. Que les clôtures des terres et prés soient supprimées ; que le parcours, qui fertilise les uns et les autres, reste et demeure à jamais libre.

Art. 17. Les étangs méritent aussi de fixer l'attention de la province. Beaucoup de ces étangs font un tort très irréparable aux terres, prés et fossés qui les avoisinent, ce qui provient du rehaussement des relais ; les cris, les gémissements que poussent sans cesse ceux qui se trouvent lésés frappent inutilement les oreilles des grands et puissants possesseurs.

La loi du plus fort l'emporte : le faible souffre, mais en maudissant ses oppresseurs. Demander en conséquence que tout propriétaire d'étang soit obligé de produire les règlements des relais, pour statuer ce que de raison ;

Art. 18. Qu'il soit établi un règlement qui fixe d'une manière invariable la vaine pâture des campagnes. Beaucoup de seigneurs, coseigneurs et seigneurs de fiefs couvrent les champs de nombreux troupeaux de moutons qui absorbent une pâture qui devrait être réservée aux bestiaux des laboureurs et des pauvres habitants des campagnes.